



Réunion du groupe pays Liban

Jeudi 26 avril 2012

9h15 – 12h30

Cités Unies France – 9 rue Christiani – 75018 Paris
Métro Barbès-Rochechouart

Relevé de décisions

Présents :

- BALEO Jean-Noël et RIVIERE Gaëlle (conseil régional d'Ile de France) ;
- BOVIS Virginie (Nice) ;
- DACLIN Jean-Michel et DE ROSA Valérie (communauté urbaine de Lyon) ;
- BUGNON Mélanie (conseil général du territoire de Belfort) ;
- DROIT Hubert (Ormesson-sur-Marne) ;
- ROUQUETTE Virginie et FRANCESE Marianna (Cités Unies France) ;
- BEN KRAIEM Inès (Ministère des Affaires Etrangères et Européennes) ;
- BAYLE-KALINOWKI Charlotte (syndicat Interdépartemental de l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne) ;
- CHABOCHE Mathilde (Paris) ;
- FIORINI BERIOT Anna (région Rhône-Alpes) ;
- THOME Thérèse Marie (Nogent-sur-Marne).

Excusés :

- ODEIMI Béchir (Bureau Technique des Villes Libanaises / CGLU Proche Orient) ;
- VANTOMME André (conseil général de l'Oise) ;
- SCOTTO Anne-Marie, adjointe au maire (ville d'Eybens) ;
- MANDEIX-MARTIN Aline, (ville de Marseille) ;
- MEVEL REINGOLD Anne-Marie (DAECT, Ministère des Affaires Etrangères et Européennes)

I/ Cadrage général et mise en perspective des manifestations prévues au Liban pour l'année 2012

Inès Ben Kraiem, direction Afrique du Nord et Moyen-Orient, Ministère des Affaires Etrangères et Européennes

○ Éléments de contexte politique au Liban

La poursuite des violences en Syrie a des conséquences importantes au Liban du fait de l'augmentation du nombre de réfugiés, qui atteindrait selon le HCR les 22.000 dans tout le pays. Toutefois, en dépit d'une forte polarisation de la scène politique et de tensions communautaires latentes, la stabilité interne du Liban demeure relativement préservée, l'ensemble des acteurs ayant pour l'heure fait le choix d'éviter l'embrasement. Le Premier ministre Najib Mikati, qui a fait preuve de détermination en décidant d'honorer l'engagement du Liban et de financer le TSL, s'est éloigné de son image d'otage du Hezbollah et

se pose aujourd'hui en garant de la paix civile en adoptant une ligne de « neutralité » à l'égard de la crise syrienne, ligne qu'il a défendue lors de sa visite officielle en France en février. Les différents courants politiques commencent à se positionner en vue des élections législatives prévues en 2013.

I/ Contexte

1. Un gouvernement qui tente de dépasser les contradictions d'une coalition hétéroclite

Le gouvernement Mikati essaye, tant bien que mal, de mettre en œuvre les réformes auxquelles il s'est engagé. Mais le travail gouvernemental progresse très lentement car il se heurte à des stratégies de blocage de la part du courant aouniste (six ministres). Le gouvernement a eu du mal à voter la réforme du secteur de l'électricité et n'a toujours pas examiné le projet de budget 2012.

Le 2 février, Najib Mikati a décidé de suspendre les réunions du conseil des ministres en raison de l'impossibilité de parvenir à un accord sur les salaires avec les ministres aounistes. L'annonce le 21 février de la démission du ministre du Travail pourrait constituer une issue à la crise. Toutefois les tensions demeurent vives : ainsi les nominations, qui sont au cœur de la stratégie d'influence du Hezbollah mais qui font aussi l'objet de visées concurrentes du Général Aoun et du Président de la République Michel Sleimane, pourraient constituer une nouvelle source de blocage.

L'action du gouvernement est par ailleurs contrainte par un contexte économique dégradé marqué par un fort ralentissement de la croissance et de l'activité de secteurs clés (tourisme, immobilier).

2. Un Premier ministre qui s'affirme comme le garant de la stabilité du Liban

N. Mikati est allé jusqu'à mettre sa démission dans la balance pour contraindre le Hezbollah à accepter que le Liban paye sa contribution annuelle au budget du TSL. Certes, la Syrie a tout à gagner au maintien d'un gouvernement allié dans un contexte d'isolement régional croissant. Mais le Premier ministre libanais, qui est avant tout animé par la volonté d'épargner à son pays les retombées de la crise syrienne, s'est ainsi affranchi de son image d'homme du Hezbollah.

D'autre part, en déjouant les pronostics du 14 mars qui avait fait du TSL un cheval de bataille, Nagib Mikati a pris l'opposition à contre-pied. Affaibli par l'absence prolongée de son chef Saad Hariri, ayant fait le pari d'une chute rapide du régime syrien qui tarde à se matérialiser, celle-ci peine aujourd'hui à se présenter comme une force alternative de rassemblement. Il semble d'ailleurs que le TSL, dont l'annonce du renouvellement du mandat pour trois ans n'a suscité aucune réaction publique du Hezbollah, soit devenu un non-sujet politique au Liban, tant la crise syrienne concentre aujourd'hui les attentions. Les leaders politiques de tous bords se positionnent en vue des élections législatives de 2013, les forces du 14 mars étant favorables à la mise en place, en attendant, d'un « gouvernement de technocrates », alors que le 8 mars – Hezbollah en tête – a tout intérêt à maintenir le gouvernement en place.

3. Un calme précaire au Sud Liban

Le rôle de la FINUL reste essentiel, dans le contexte régional troublé, pour assurer la stabilité au Sud Liban et préserver la cessation des hostilités conformément à la résolution 1701. Les responsables libanais, toutes tendances politiques confondues, soulignent leur attachement à la présence européenne et française qui confère à la force sa capacité de dissuasion.

La présence de la FINUL a permis de contenir les tensions et de gérer les incidents pour éviter une escalade. Elle a également permis le retour au Sud du Litani des Forces armées libanaises. Les conclusions de la revue stratégique de la FINUL, qui ont été présentées par le SGNU le 13 mars dernier, permettront de relancer la mise en œuvre de la résolution 1701 : approche politique globale pour la mise en œuvre de la R1701, implication accrue des autorités libanaises au Sud, renforcement des capacités des FAL. Dans le cadre de ces

préconisations, la France a annoncé le 13 mars qu'elle procéderait à partir d'avril à un ajustement d'environ 400 hommes, ramenant notre contingent à 950 hommes environs.

La mise en œuvre de la résolution 1701 demeure en effet incomplète : présomptions de renforcement de l'arsenal du Hezbollah dans la zone, poursuite des survols israéliens. Le CSNU et le SGNU appellent aussi le gouvernement israélien à accélérer son retrait israélien de la partie nord du village de Ghajar, conformément aux propositions de la FINUL. Le règlement de la question des armes du Hezbollah est la pierre d'achoppement de la reprise du dialogue national qu'encourage le Président Michel Sleimane sans parvenir à le mettre en œuvre.

La sécurité de la FINUL constitue une source de préoccupation majeure. Trois attentats, dont deux contre le contingent français (26 juillet et 9 décembre), ont visé la force depuis mai 2011. L'aboutissement des enquêtes en cours pour retrouver les coupables et les juger est une exigence française formulée par le Président de la République.

4. Le paradoxe libanais : une scène politique très polarisée, mais un souci des différents acteurs de ne pas importer la crise syrienne au Liban

Le souhait du Premier ministre d'ériger « une muraille de Chine entre la Syrie et le Liban » est rendu plus difficile par la polarisation du champ politique libanais. Toutefois, les manifestations publiques de soutien au régime ou à la contestation restent limitées, chaque camp étant conscient des risques d'embrasement. La tentative d'assassinat du chef des Forces Libanaises, Samir Geagea, le 4 avril a ravivé les craintes d'un nouveau cycle d'assassinats comme en 2005.

Les forces pro-syriennes du « 8 mars » soutiennent ouvertement le régime de Damas. C'est notamment le cas du Hezbollah, du parti Amal et du PSNS, soupçonnés d'exercer des pressions directement sur certains réfugiés syriens au Liban ainsi qu'à travers leurs relais dans l'appareil sécuritaire (Sûreté générale, renseignements militaires), sans toutefois entraver l'aide humanitaire qui leur est apportée notamment par les agences onusiennes.

Les forces du 14 mars, à l'inverse, affichent leur solidarité avec les opposants syriens tout en réfutant les accusations d'ingérence et de soutien en sous-main de l'Armée libre syrienne. En réponse à une lettre du CNS adressée au peuple libanais, l'opposition libanaise réunie le 14 février a affirmé qu'« oppositions libanaise et syrienne » menaient le même combat pour faire triompher la démocratie dans les deux pays. Le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a fustigé ses adversaires du 14 mars. Dans un discours au mois de mars, il a pour la première fois reconnu que l'Iran fournissait un soutien matériel au mouvement de résistance.

Walid Joumblatt critique de plus en plus ouvertement la répression en Syrie et appelle les Druzes de Syrie à ne pas participer à la répression, sans pour autant rejoindre le 14 mars. Les chrétiens, quant à eux, sont plus divisés que jamais entre aounistes pro-syriens confortés par les prises de position du nouveau Patriarche maronite Raï et les « souverainistes » du 14 mars que le chef des Forces libanaises Samir Geagea cherche à rassembler autour d'un discours de soutien aux printemps arabes.

5. Ambiguïtés libanaises face à la question des réfugiés et des incursions syriennes.

Le HCR, qui a présenté le 23 mars son plan de réponse régional à la crise en Syrie, décompte au 25 avril un total de 22.000, dont 11.000 sont enregistrés. Ces réfugiés se trouvent dans le Nord du Liban (Tripoli, Wadi Khaled, Akkar), où la population sunnite est solidaire de la contestation en Syrie et où de nombreux blessés (y compris des déserteurs) sont soignés. Les Syriens qui ont fui les localités de Homs, Zabadani et Hama se trouvent essentiellement dans la Bekaa, où l'aide humanitaire est plus complexe à organiser, cette région étant sous étroit contrôle du Hezbollah.

Si la coopération du gouvernement avec le HCR est globalement satisfaisante, les partis pro-syriens critiquent l'aide apportée aux réfugiés et le HCR redoute un recul de la part du gouvernement, alors que le Haut comité de secours libanais vient d'annoncer qu'il serait bientôt à court de financement. La liberté de mouvement des réfugiés, que les autorités libanaises préfèrent qualifier de « déplacés », est en revanche fortement restreinte, le gouvernement souhaitant éviter que ceux-ci puissent aller s'installer dans d'autres parties du

pays. Des responsables sécuritaires libanais font état de leur crainte de voir arriver au Liban des flux de réfugiés palestiniens de Syrie, la question des camps de réfugiés demeurant très sensible.

L'armée syrienne fait régulièrement des incursions en territoire libanais, souvent dans des zones contestées, pour poursuivre des opposants syriens. Ces incursions ont fait au moins six morts et plusieurs blessés dans des villages frontaliers depuis octobre. Les autorités libanaises s'abstiennent généralement de dénoncer ces incursions, mais la mort d'un journaliste libanais à la frontière le 12 avril a suscité de nombreuses réactions, y compris de la part du Hezbollah.

○ **Echéances pour les acteurs de la coopération décentralisée franco-libanaise**

Jean-Michel Daclin , président du groupe pays et maire adjoint de Lyon :

Pour rappel, deux échéances cette année mobilisent les collectivités territoriales françaises au Liban :

- **Les 31 mai et 1er juin 2012 à Beyrouth, un séminaire thématique sur la décentralisation.** Ce séminaire est organisé, dans le cadre du programme concerté Liban, par dix collectivités locales françaises, le Comité des Maires libanais, Cités Unies France, le Bureau de Cités et Gouvernements Locaux Unis /Bureau Technique des Villes Libanaises (Bureau CGLU/BTVL), l'Ambassade de France au Liban, le Ministère Français des Affaires Étrangères et Européennes.

- **Les 1^{er} et 2 octobre 2012, à Beyrouth, les assises de la coopération décentralisée franco-libanaise**

II/ Préparation du séminaire thématique sur la décentralisation des 31 mai et 1^{er} juin, dans le cadre du « Programme concerté Liban »

○ **Organisation générale¹**

L'organisation de chaque table ronde est confiée à une collectivité chef de file, pour la partie française, qui a en charge la rédaction d'une note de cadrage pour l'organisation et le déroulé de sa table ronde, avec l'appui de CUF et du Bureau CGLU BTVL.

Chaque table ronde est passée en revue pendant la réunion.

Rappel des thèmes des tables rondes et des chefs de file :

❖ **Table ronde n°1 : « Les services sociaux et culturels à la population »**

Chef de file français : Région Rhône-Alpes

(Pour tout contact : Anna Fiorini Beriot (AFIORINI@rhonealpes.fr))

¹ Le déroulé prévisionnel issue de cette réunion est consultable sur le site de CUF à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1522>

❖ **Table ronde n°2 : « Développement économique local »**

Chef de file français: Grand Lyon

(Pour tout contact : Valérie De Rosa, vderosa@grandlyon.org)

À la fin de la première journée, se tiendra **une présentation du Schéma directeur de l'aménagement du territoire** par le Conseil du développement et de la Reconstruction et la Région Ile de France.

❖ **Table ronde n°3 : « Transports et mobilités – Associer les collectivités territoriales à la gestion de la mobilité »**

Chef de file français: Région Ile de France

(Pour tout contact : Gaëlle Rivière, gaelle.riviere@iledefrance.fr)

❖ **Table ronde n°4 : « Environnement et gestion des déchets »**

Chef de file français: Ville de Nice

(Pour tout contact : Virginie Bovis, virginie.bovis@nicecotedazur.org)

Une présentation du projet d'assainissement porté par le syndicat Interdépartemental de l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) et trois Fédérations de Municipalités (Jezzine, Mont Rihane et Iqlim al Toufah) suivra les tables rondes.

○ **Organisation logistique du séminaire**

Les informations relatives à l'organisation logistique de cet événement (bulletin d'inscription, fiche de réservation de l'hôtel, fiche d'information) seront disponibles sur le site Web de Cités Unies France à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1522>.

Le bulletin d'inscription doit être retourné le 11 mai au Bureau CGLU / BTVL

○ **Débriefing**

À la fin de la deuxième journée du séminaire, il est prévu un temps de débriefing du séminaire ainsi qu'une réunion du comité de pilotage pour la préparation des assises de la coopération décentralisée franco-libanaise sera organisée, afin de pouvoir discuter avec les élus libanais du contenu des assises.

III/ Préparation des assises de la coopération décentralisée franco-libanaise

○ **Rappel sur les assises**

Les assises de la coopération décentralisée franco-libanaise se tiendraient le 1 et 2 octobre 2012 au Grand Sérail (siège du Premier Ministre).

○ **Programme prévisionnel des assises**

Discussion sur la base du programme prévisionnel proposé par l'Ambassade de France à Beyrouth

Les collectivités françaises impliquées dans le Programme concerté Liban souhaitent, dans le cadre des assises, montrer comment la coopération décentralisée peut s'inscrire dans le cheminement de la décentralisation.

En s'appuyant sur les conclusions du séminaire du 31 mai et 1^{er} juin, les assises seront l'occasion de mettre en lumière la coopération décentralisée et de voir comment cette forme de coopération peut permettre de mieux articuler le local et le global.

Il est proposé de discuter du programme à l'issue du séminaire du 1^{er} juin, afin de consolider les grandes lignes du programme prévisionnel.